

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



Région académique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Maître d'Ouvrage

Rectorat de région académique de Guadeloupe
Parc d'activités la Providence – ZAC de Dothémare
BP 480
97183 LES ABYMES CEDEX
Représenté par Monsieur le Recteur de Région académique

Objet du marché

**Construction d'un espace de restauration et d'un Lab académique sur le site du
rectorat_à Dothémare Les Abymes**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1-1. Objet du marché	3
1-2. Mode de passation du marché	3
1-3. Décomposition en tranches et en lots	3
1-4. Intervenants	3
1-5. Dispositions générales	5
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
ARTICLE 3. PRIX DU MARCHE	9
3-1. Caractéristiques des prix	8
3-2. Modalités de variation des prix	8
3-3. Répartition des dépenses communes.....	8
ARTICLE 4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	9
4-1. Garantie financière	10
4-2. Avance	10
ARTICLE 5. MODALITES DU REGLEMENT DES COMPTES.....	11
5-1. Modalités du règlement des comptes et présentation des demande de paiement.....	11
5-2. Approvisionnements	12
5-3. Paiement des co-traitants et sous-traitants	12
ARTICLE 6. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX – PENALITES ET PRIMES	13
6-1. Délai d'exécution des travaux.....	13
6-2. Prolongation du délai d'exécution	14
6-3. Pénalités pour retard – prime d'avance	14
ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	16
7-1. Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits.....	16
7-2. Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	18
ARTICLE 8. IMPLANTATION DES OUVRAGES	18
8-1. Piquetage général	18
ARTICLE 9. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	18
9-1. Période de préparation – programme d'exécution des travaux	18
9-2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	18
ARTICLE 10. ETUDES D'EXECUTION	20
10-1. Etudes d'exécution.....	20
10-2. Synthèse	21
ARTICLE 11. INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	22
11-1. Installation de chantier	22
11-2. Emplacements mis à disposition pour déblais.....	22
11-3. Signalisation des chantiers.....	22
11-4. Application de règlementations spécifiques.....	22
ARTICLE 12. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	22
12-1. Gestion des déchets de chantier.....	22
12-2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	23
12-3. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	23
12-4. Documents à fournir après exécution	23

12-5. Travaux non prévus.....	24
12-6. Echantillons - prototypes	24
12-7. Locaux témoins	24
ARTICLE 13. RECEPTION DES TRAVAUX.....	24
13-1. Dispositions applicables à la réception	24
13-2. Réception partielle et prise de possession anticipée	25
13-3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	25
ARTICLE 14. GARANTIES	25
14-1. Délai de garantie	25
14-2. Garanties particulières.....	25
14-3. Mise au courant et formation du personnel exploitant	25
ARTICLE 15. RESILIATION DU MARCHE	25
ARTICLE 16. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	25

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document le « Maître de l'ouvrage » est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Elles concernent la construction d'un espace de restauration et d'un Lab académique sur le site du rectorat à Dothémare Les Abymes.

1-2. Mode de passation du marché

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée avec négociation en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

1-3. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 9 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	Gros œuvre - Charpente
Lot 2	Couverture - Etanchéité
Lot 3	Menuiseries extérieures – Serrurerie
Lot 4	Menuiseries intérieures – Cloisons – Agencement
Lot 5	Revêtements de sols et murs
Lot 6	Plomberie – Ventilation – Climatisation
Lot 7	Electricité
Lot 8	Peinture intérieure et extérieure
Lot 9	VRD et aménagements extérieurs

1-4. Intervenants

1-4.1. Maître de l'ouvrage

Rectorat de région académique de la Guadeloupe
Parc d'activités la Providence – Zac de Dothémare
BP 480
97183 LES ABYMES CEDEX
Tél : 0590478220
Email : immobilier@ac-guadeloupe.fr

1.4.2. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est représenté par le groupement composé comme ci après :

Architecte :

- ANONYM'ART : Tel : 0590 93 72 72 / Fax 0590 93 72 73
mail : h.rostal@anonymart.net
dessin@anonymart.net

Bureau d'études :

- GEC INGENIERIE : Tél 0590 82 06 94/ / Fax : 0590 91 72 74
mail : bet.gp@gec-ingenierie.fr

Il est chargé d'une mission comprenant :

• Les études d'avant projet (AVP) ;
• Les études de projet (PRO) ;
• L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
• Le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
• La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
• L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

1-4.3. Contrôle technique

La mission de contrôleur technique est assurée par :

- BUREAU VERITAS CONSTRUCTION : Tél 0590 21 27 95 / Fax : 0590 21 27 97
Mail : julien.abou@bureauveritas.com / johan.devarre@bureauveritas.com

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- L : solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
- SEI : Sécurité des personnes dans les constructions ERP

Assortie des prestations complémentaires :

- PS : sécurité des personnes en cas de séismes
- HAND : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

1-4.4. Mission d'ingénierie acoustique

Une mission d'ingénierie acoustique est assurée par :

- AEC : Tél. 0590 57 01 20
Email : enneric.valmorin@aec-sarl.com

1-4.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Désignation en cours.

1-4.6. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du code de la commande publique :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;

Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail ;

- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-5. Dispositions générales

1-5.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R341-36 du code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 5 %.

1-5.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du décret n° 2018-

1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1-5.3. Responsabilités et Assurances

1-5.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-5.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 1 000 000 € par sinistre.

1-5.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, l'entreprise déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire ;

Les entreprises titulaires justifieront de leur police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de leur société

d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

1-5.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...)

Le titulaire qui met en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-5.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celle du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.122-7 du code de la commande publique.

1-5.5. Clauses sociales et environnementales

1-5.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-5.5.2. Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes pour chaque lot ;
- Les pièces graphiques architecte ;
- Les pièces graphiques techniques pour chaque lot ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire pour chaque lot ;
- L'offre technique (mémoire) de l'entreprise ;
- Le R.I.C.T bureau de contrôle ;
- La notice acoustique

B - Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le Cahier des Clauses administrative générales (C.C.A.G) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicable au marchés publics de travaux ;

ARTICLE 3. PRIX DU MARCHÉ

3.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

- en tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent C.C.A.P.

3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base de l'indice connu au moment de la date de signature de l'offre par le candidat, mentionnée à l'acte d'engagement ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle I₀ et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence « I » respectivement au mois zéro et au mois n.

L'index de référence « I » choisi en raison de leur structure pour la révision applicable à tous les prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index suivant :

BT01 « Index général à tous corps d'état »

3.3 - Répartition des dépenses communes

Sans objet.

ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 3,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

4.2- Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

5-1. Modalités du règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du CCAG – travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

L'entreprise déposera ses demandes de paiement après visa du maître d'œuvre, sur le portail Chorus Pro.

Les demandes de paiement comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;

- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées conformément à la réglementation en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

5-2. Approvisionnements

Sans objet.

5-3. Paiement des cotraitants et sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments de l'article R2193 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

En cas de sous-traitance du marché :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au Maître d'œuvre.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Maître d'œuvre accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le Maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le Maître d'œuvre de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

6-1. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Un ordre de service précisera la date à partir de laquelle démarre le délai d'exécution des travaux.

Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution du marché sera réalisé par l'entreprise sur la base du calendrier enveloppe joint au dossier marché.

Chaque document planning devra faire apparaître :

- Etudes d'exécution, définissant l'établissement des documents, de leur coordination et de leur approbation y compris synthèse. Ce planning sera accompagné d'une liste des documents à soumettre à l'approbation.
- Présentation des échantillons, des prototypes et des fiches techniques des matériels, précisant les dates limites pour les choix.
- Commandes et approvisionnements.
- Travaux (y compris OPR)
- Le chemin critique.

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'entreprise.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le Maîtrise d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.

- B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.
- C) Pour chacun des marchés le délai de six mois prévu à l'article 46.2 du C.C.A.G.-Travaux est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.
- D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le Maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.
- E) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au D), est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

6-2. Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
Pluie	Trente cinq (35) mm minimum entre 6 et 18 h
Vent	Vitesse moyenne supérieure à Soixante (60) Km/h entre 6 et 18h
Séisme	Magnitude minimale de Cinq (5) sur l'échelle de Richter

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels (pluie, vent) est la station météorologique du Raizet : Météo France – Service Régional Guadeloupe – BP 451 – 97183 Les Abymes Cedex et pour le séisme : l'Observatoire Volcanologique et Sismologique de Guadeloupe Le Houëlmont 97113 GourbeyreGuadeloupe

La prise en compte des journées ou demi-journées d'intempéries est subordonnée à :

- la constatation faite par l'entreprise, le jour même et communiquée au Maître d'œuvre lors de la réunion de chantier suivante,
- la fourniture des justificatifs par production des copies de remboursement de chômage intempéries par la Caisse des Congés Payés du Bâtiment ou la justification officielle par un organisme agréé, après approbation de cet organisme par le Maître d'œuvre.

La prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée.

6-3. Pénalités pour retard – Primes d'avance

Concernant les pénalités journalières de retard, seules les stipulations de l'article 19-2 du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

En outre des retenues provisoires seront appliquées comme définies ci-après :

6-3.1 Retard dans la remise de documents

Tout retard dans la remise de documents et échantillons (plans d'exécution, de synthèse, de méthode d'atelier et de chantier, notes de calcul, pièces écrites, attestations d'assurance, etc...) dont la production est due par le titulaire dans le cadre de ses obligations contractuelles et en particulier du présent CCAP, entraînera, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, l'application d'une pénalité journalière de 250 Euros TTC.

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures prévues à l'article 52 du CCAG Travaux.

Sauf indication contraire, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat.

6.3.2. Retard dans l'exécution des travaux

Le titulaire subit, en cas de non-respect du délai d'exécution des travaux ou du non-respect des dates jalon d'achèvement des installations, tels que ces délais ressortent du calendrier détaillé d'exécution défini à l'article 6.1 du présent CCAP, une pénalité ou retenue dont le montant est fixé à 200 euros TTC par jour calendaire de retard.

Des retenues journalières calculées selon indications du paragraphe ci-avant, pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

6.3.3. Délais et pénalités pour remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article 9.1 ci-dessous, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de 1 500 € TTC (Mille cinq cent Euros).

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G. et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, par dérogation à l'article 19.3 du CCAG, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet. Elle suivra le régime fiscal des pénalités.

6.3.4. Rendez-vous de chantier, de coordination et de synthèse

Les comptes-rendus de chantier, de coordination et de synthèse valent convocation de l'entrepreneur dont la présence est requise.

Les rendez-vous sont fixés par la Maîtrise d'oeuvre.

En cas d'absence à une réunion le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG, une pénalité fixée à 250 Euros TTC.

6.3.5. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs.

En cas de non respect des délais fixés aux articles 9.1 ci-après le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à 220 Euros TTC.

6.3.6. Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

6.3.7. Pénalités pour non respect charte de chantier à faibles impact environnemental.

Sans objet.

6.3.8. Pénalités pour non déclaration de sous-traitant

La déclaration du sous-traitant étant obligatoire, une pénalité de 250 Euros TTC par jour calendaire, courant de la date de découverte du sous-traitant non déclaré à la date d'acceptation du sous-traitant après réception de la déclaration sera appliquée sur simple constat par le maître de l'ouvrage ou le Maître d'oeuvre. Cette pénalité est retirée de la demande d'acompte qui suit le constat.

6.3.9. Primes d'avance

Il n'est pas prévu de prime d'avance.

ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

7.1. Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Le titulaire ne peut la modifier que si le Maîtrise d'oeuvre l'y autorise par écrit.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

7.2. Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G.-Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maîtrise d'oeuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un laboratoire agréé qui sera accepté par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

8.1. Piquetage général

Conformément à l'article 27.2 du CCAG Travaux, le piquetage général sera effectué pour la totalité des ouvrages par le titulaire à ses frais et risques, contrairement avec l'équipe de maîtrise d'oeuvre.

ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

9.1. Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation qui est comprise dans le délai d'exécution des travaux. Sa durée est de 46 jours à compter de la date de l'ordre de service.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa de la Maîtrise d'oeuvre, par les soins du titulaire.

9.2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

D) Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- Le Plan particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur S.P.S.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, dont il tient à disposition leurs contrats.
- La copie des déclarations d'accidents de travail.
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans les documents visés à l'article 2-A du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. : de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ; de son (ou ses) intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.
- Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au Pouvoir Adjudicateur.

E) Plan Général de Coordination (le cas échéant)

Le plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S) le cas échéant est joint au marché lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

F) Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

ARTICLE 10 : ETUDES D'EXECUTION

10.1. Études d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du Maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 5 jours après leur réception.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail est effectuée dans les conditions de l'article 29.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné au présent C.C.A.P.

Ces documents devront être diffusés en 2 exemplaires papiers auprès des différents intervenants suivant une procédure définie lors de la période de préparation.

Les plans d'exécution sont remis au Contrôleur Technique pour Avis et à la Maîtrise d'œuvre pour Visa.

Suivant les cas, la Maîtrise d'Oeuvre vise les documents avec la mention :

- "Visa Sans Observations" (VSO),
- "Visa Avec Observations" (VAO),
- "Visa Avec Observations Bloquantes" (VAOB),
- "Refusé" (REF),
- "Document Non A Viser" (NAV),

Par ailleurs, le Contrôleur Technique émet un avis sur les plans d'exécution des ouvrages :

- Avis Favorable,
- Avis Suspendu,
- Avis Défavorable.

Dans les deux premiers cas respectivement de visa (VSO et VAO) de la Maîtrise d'œuvre et d'avis du Contrôleur Technique (Favorable ou Suspendu), et après avoir recueilli ces deux avis, l'Entreprise établit et diffuse un nouvel indice portant explicitement la mention Bon pour Synthèse "BPS" ou Bon pour Exécution "BPE" utilisés respectivement pour la synthèse (le cas échéant) et pour l'exécution des travaux.

Ce nouvel indice comprend si nécessaires les éléments complémentaires utiles pour la synthèse (arases...) ou l'exécution (éléments de PAC, etc.). Le fait de diffuser ces nouveaux indices implique pour l'Entreprise d'avoir pris en compte pour leur établissement les observations de la Maîtrise d'œuvre (cas du VAO) et l'avis du Contrôleur Technique (cas de l'Avis Suspendu). Ces documents BPS ou BPE ne feront pas l'objet d'un nouveau Visa.

Dans le cas contraire, l'Entrepreneur diffuse un nouvel indice "pour visa" sans les mentions "BPS" ou "BPE" accompagné d'un document explicitant de manière détaillée le ou les points de désaccord avec les observations de la Maîtrise d'œuvre ou du Contrôleur Technique. Au cas où un document VSO ou VAO est rediffusé "pour visa" (sans les mentions "BPS" ou

"BPE") et sans être accompagné d'un document explicitant le ou les points de désaccord, il sera automatiquement considéré comme REF (Refusé).

Dans le cas de document "Refusé" (REF) ou "Avec Observations Bloquantes" (VAOB) ou avec Avis Défavorable, l'Entrepreneur doit diffuser un nouvel indice "pour visa" pour obtention du VSO ou du VAO et de l'avis Favorable ou Suspendu, sans que cela puisse lui permettre de prétendre à aucune prolongation de délais.

La Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage sont tenues informés des échanges entre l'Entreprise et le Contrôleur Technique.

L'Entreprise s'interdit d'utiliser sur le site tout document non revêtu de son BPE (Bon pour Exécution). Dans le cas contraire, la Maîtrise d'œuvre pourra purement et simplement refuser l'ouvrage correspondant ou exiger sa démolition, sans que cette décision porte prolongation des délais contractuels ou versement d'indemnités. L'Entreprise ne pourra se prévaloir d'aucun retard dans le visa de la Maîtrise d'œuvre ou du Contrôleur Technique pour se soustraire à cette obligation.

Les documents d'exécution doivent être diffusés suivant un ordonnancement logique et à un rythme permettant à la Maîtrise d'œuvre et au Contrôleur Technique de viser des ensembles homogènes de documents en ayant toutes les informations nécessaires (les notes de calcul précédant les plans d'exécution, les échantillons sont présentés avant les PAC, etc.). Le calendrier détaillé des études d'exécution sera établi sur ces bases, et ménagera chaque fois que possible des marges libres entre les études et les délais de travaux (tâches de commande et d'approvisionnement).

Pour établir la planification des études d'exécution, le délai de la Maîtrise d'œuvre et du Contrôleur Technique pour donner leur visa ou avis sera de 5 jours, sauf exception.

Tout document pour lequel le visa est suspendu à l'obtention d'un autre document sera considéré comme Refusé (REF).

Aucune demande ou justification de quelque ordre que ce soit basée sur un retard dans le visa de documents d'exécution par la Maîtrise d'œuvre ou le Contrôleur Technique ne sera recevable si ces documents n'ont pas été présentés conformément aux formes décrites ci avant et dans le respect des dates prévisionnelles de diffusion.

Au cas où un document BPS (le cas échéant) ou BPE doit faire l'objet d'un nouvel indice, suite à une modification par exemple, il appartient à l'Entrepreneur de maintenir le statut BPS ou BPE si la modification est mineure, ou de solliciter un nouveau visa accompagné d'un document explicitant les raisons du nouvel indice..

En cas d'observations sur ces plans, ceux-ci sont rectifiés par leur auteur et remis dans le circuit de vérification.

Toutefois, l'Entreprise ne peut, à ce stade, introduire de demandes nouvelles, sauf à s'engager sur la prise en charge de toutes les dépenses qui pourraient en découler.

10.2. Synthèse

Les plans de synthèse établis par le titulaire peuvent faire l'objet d'observation sont soumis à l'avis du contrôleur technique et au VISA du maître d'œuvre. (Les réservations n'engagent que les demandeurs).

Les modifications du projet sont obligatoirement soumises à validation de la Maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

11.1. Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les installations devront être conformes aux spécificités énoncées dans le CCTP.

11.2. Emplacements mis à disposition pour déblais

Le CCTP définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le titulaire.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Le titulaire devra se référer au plan de prévention et à l'OPP-BTP.

11.3. Signalisation des chantiers

La signalisation du chantier est mise en œuvre par l'entreprise avec approbation du Maître d'œuvre.

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de signalisation.

11.4. Application de réglementations spécifiques

Sans objet.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

12.1. Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

12.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

12.3. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Ces essais et contrôles seront exécutés sur le chantier par le titulaire du marché.

Les dispositions du C.C.A.G.-Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

Le maître d'ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le présent marché. Les premiers essais, définis par le Maître d'œuvre et le maître d'ouvrage seront à la charge du maître d'ouvrage.

Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme étant dans chaque cas défini par les maîtres d'œuvre et d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

12.4. Documents à fournir après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les pièces écrites et graphiques (les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire) nécessaires pour assurer l'exploitation immédiate du bâtiment
- tous les P.V. d'essais C.S.T.B., etc... ;
- les dossiers de sécurité avec P.V. d'essais ;
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages en langue française, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;
- la nomenclature des pièces de rechange à approvisionner couramment, indiquant leur désignation,
- le nom et l'adresse des fournisseurs ;
- la nomenclature codifiée du matériel ;
- les bons de garantie du matériel d'équipement mobilier ;
- les copies des quittances des primes d'assurances du titulaire .
-

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre.

Ces documents seront fournis en trois exemplaires papier, dont un reproductible.

Tous les documents graphiques seront fournis au format DWG et PDF sur support CD ou clés USB.

12.5. Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

12.6. Echantillons – Prototypes

L'entrepreneur est tenu de fournir aux dates indiquées par le Maître d'œuvre, les échantillons de prestations prévues dans le marché, lesquels ne peuvent être valides qu'après acceptation des fiches techniques et des fiches de déclaration environnementale et sanitaire (FDES) correspondantes.

Il est également tenu de fournir aux dates indiquées, les prototypes des prestations prévues dans les différents C.C.T.P.

Ces échantillons et prototypes sont présentés à l'acceptation du Maître d'œuvre et du maître d'ouvrage pour validation.

Avant présentation des échantillons, chaque lot doit présenter une liste de ses matériels avec indications dans une première colonne de la marque et des types prévus au C.C.T.P. et dans une deuxième colonne la marque et le type proposé par l'entreprise.

La mise en place des échantillons n'a lieu qu'après approbation par la MOE de ce document. L'entrepreneur ne peut mettre en œuvre que des matériels jugés équivalents à ceux prescrits dans les documents du marché.

12.7. Locaux Témoins

Sans objet.

ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX

13.1. Dispositions applicables à la réception

Par dérogation à l'article 41.1 à 41.3 du C.C.A.G.-Travaux :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le Maître d'oeuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le Maître d'oeuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

13.2. Réception partielle et prise de possession anticipée

Sans objet.

13.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

ARTICLE 14 : GARANTIES

14.1. Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est fixé conformément aux dispositions de l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

14.2. Garanties particulières

Sans objet.

14.3. Mise au courant et formation du personnel exploitant

L'entreprise est tenue d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part, de l'exploitation, d'autre part, de l'entretien du matériel neuf.

Il indique la liste du personnel, par poste, nécessaire au bon fonctionnement des installations, en précisant les qualifications requises. Ce personnel est désigné par le Maître d'ouvrage parmi ses effectifs ou ses exploitants.

Pour ces prestations, le personnel sera réputé avoir les qualifications professionnelles requises. Il appartient aux entrepreneurs de s'assurer que le personnel a bien acquis les connaissances nécessaires et de faire part au Maître d'ouvrage de leur appréciation s'ils estiment insuffisante la qualification du personnel reçu en formation.

Au moment de la prise de possession des matériels et installations par le Maître d'ouvrage, l'entrepreneur met à sa disposition les représentants compétents pour fournir les explications utiles au fonctionnement et à l'utilisation de ces installations, et ce jusqu'à entière satisfaction du Maître d'ouvrage.

Tous les documents d'exécution et notices de fonctionnement doivent avoir été fournis avant les formations.

L'entreprise doit notamment :

- informer le personnel utilisateur des possibilités des matériels et de leurs modes de fonctionnement,
- présenter en s'appuyant sur les documentations techniques, les principaux organes de fonctionnement,
- indiquer au personnel d'entretien toutes les opérations courantes d'entretien et les principales pannes possibles, en simulant ces dernières.

Cette prestation de formation du personnel est assurée par l'intermédiaire du personnel capable, non seulement de mettre les équipements en état de fonctionnement.

Cette prestation est conclue par la remise d'un document de synthèse précisant le contenu de la formation dispensée, accompagné d'un procès-verbal attestant que la formation a bien été dispensée et des feuilles de présence signées.

ARTICLE 15 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1^o du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 16 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

1-5-3-4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
6.3.1	déroge à l'article	52.1 du CCAG
6.3.3	déroge à l'article	19-3 du CCAG
6.3.4	déroge à l'article	48.1 du CCAG
12.4	déroge à l'article	40 du CCAG
13	déroge aux articles	41-1 à 41-3 du CCAG